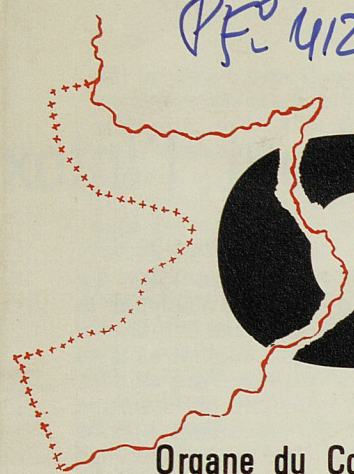
PFL 412



OMAN en lutte

Organe du Comité de soutien à la révolution en Oman
N° 7 SEPTEMBRE 1979. BIMESTRIEL
PRIX : 2 F

Désaffection des Britanniques, retrait des troupes iraniennes, portes ouvertes aux Etats-Unis, appel à Sadate

VU B.A.D.

LE SULTANAT DANS LA TEMPETE

Giscard d'Estaing invité chez le Sultan prépare troupes et opinion à une éventuelle intervention dans le Golfe.

18 SEP 1979

EDITORIAL

UNE PAGE EST TOURNÉE

1er janvier 1978. 0 heure. La scène se passe dans les appartements privés du chah, au palais de Niavaran. L'empereur, Farah et quelques invités parmi lesquels J. Carter, le président américain, et Rosalynn, son épouse, sablent le champagne. Le petit-roi-boucher Hussein est aussi à Téhéran, il s'est glissé dans la fête. C'est la nouvelle année, on est en famille, on trinque, tout le monde sourit. La veille, à l'issue d'un banquet d'apparat, le président a pris la parole pour déclarer : *« L'Iran constitue aujourd'hui, sous la conduite éclairée du chah, un îlot de stabilité dans une des régions du monde les plus troublées. C'est là l'hommage qu'il faut rendre à vous Majesté, à votre direction ainsi qu'au respect, à l'admiration et à l'amour que votre peuple vous porte (...) »*

8 mai 1979. 11 heures. Mohamed Reza n'est plus dans le palais de Niavaran. Il a fait sa valise, définitivement. L'ancienne demeure impériale reçoit maintenant des hôtes, ou plutôt des visiteurs, d'un autre genre : rien de moins qu'une délégation du Front populaire de libération d'Oman...

Voilà une situation qui ne manque pas de saveur si l'on se souvient comment le chah, au temps de sa splendeur, étalait son mépris pour les révolutionnaires omanais contre lesquels il faisait intervenir l'armée iranienne. Tantôt ce n'étaient à ses yeux que *« des pauvres sauvages illettrés qui voulaient faire des réformes »*, tantôt il ne les qualifiait de *sauvages* que pour ajouter : *« Il se pourrait même qu'ils soient pires que des communistes »*.

La délégation comprend notamment Mohammed Ahmed Al Ghassani, Ahmed Abdel Samad et Khalfan Salem, tous trois membres du Comité exécutif central du F.P.L.O. ainsi que Saïd Massoud, le représentant du Front auprès du Yémen démocratique. Sa simple présence à Téhéran témoigne du formidable bouleversement que constitue pour la géopolitique régionale la chute de la monarchie iranienne. Bouleversement dont vient de profiter une personne au moins, Parviz Ali Ashrafian, l'officier pilote iranien fait prisonnier au Dhofar en septembre 1975 après que son hélicoptère ait été abattu (cf *Oman en lutte* n° 2 et 3). Ashrafian vient d'être libéré par le F.P.L.O. (le chah sans cesse avait refusé tout échange de prisonniers). Il a fait le voyage de Téhéran avec la délégation omanaise.

Le retrait du corps expéditionnaire iranien en Oman, consécutif à l'anéantissement du régime impérial, constituait l'un des objectifs principaux du Front. Cet objectif est atteint après, hélas, que des centaines d'Iraniens et d'Omanais soient tombés victimes de la mégalomanie barbare du chah. Victoire donc pour les deux peuples que la fin de cet affrontement armé, victoire en particulier pour les mouvements révolutionnaires iraniens qui n'ont jamais cessé de collaborer avec le F.P.L.O. Victoire pour tous ceux qui à Téhéran comme en province n'avaient pas craint malgré la terreur de s'élever contre l'intervention en Oman. Victoire politique pour le F.P.L.O., enfin, si l'on considère que l'Iran représentait, avec la Grande-Bretagne, l'appui principal du régime de Mascate et symbolisait l'allié de confiance que s'était choisi le sultan, avant même ses collègues des régimes conservateurs arabes.

Une victoire en somme, mais pas encore *la* victoire...

Le Sultan joue son va-tout

On a maintenant une vision plus claire du désastre que constitue pour le prestige américain l'anéantissement de l'empire Pahlevi et la signature d'un traité de Washington trop favorable à Israël pour convenir aux Etats-Unis.

Ces derniers, pour faire, dans un moment de faiblesse, l'étalage de leur force, ont récemment recouru à de spectaculaires mesures d'urgence : tournée dans la région du secrétaire à la défense Harold Brouwn, envoi aux abords de la péninsule Arabique d'un porte-avions et de sa flotte d'accompagnement, envoi de radars volants *AWACS* aux confins du Nord-Yémen, plans et menaces d'intervention militaire dans le Golfe... Il ne reste maintenant à l'Administration américaine qu'à définir une nouvelle doctrine stratégique pour la région au moins, les événements récents ayant montré les limites, voire la faillite, de la *doctrine Nixon* à tous ceux qui croyaient encore que la défense des intérêts occidentaux ne dépendait que de la dimension des arsenaux confiés aux potentats.

Faute d'avoir osé mettre au pas le *Likoud*, Washington a imposé à l'Egypte un accord dont l'onde de choc ébranle et divise profondément tous ses alliés conservateurs arabes. A l'exception du Soudan, le sultanat d'Oman est le seul régime qui ait fait état de son soutien à l'axe israélo-égyptien. Cela n'est pas sans risque si l'on considère l'hostilité que cristallisent actuellement dans tout le monde arabe les signataires de l'accord. A Mascate pourtant, où les choix politiques ne sont pratiquement arrêtés qu'en fonction de leur incidence dans la lutte contre le F.P.L.O., on souligne que le traité constitue *« une étape réaliste vers l'amélioration de (la) sécurité régionale commune »*. On ne peut être plus clair... Et tant pis si un diplomate occidental (cité par TIME du 4-6-79) estime que *« ce soutien serait beaucoup plus significatif et appréciable pour Sadate si Oman n'était pas placé sur une bombe à retardement »*. Le dictateur égyptien en tout cas se devait de renvoyer l'ascenseur. Le 12 mars dernier, un porte-parole du F.P.L.O. révélait au cours d'une conférence de presse tenue à Beyrouth que le Caire venait d'envoyer en Oman 5 000 à 7 000 soldats pour compenser la défection des troupes iraniennes. Commentant l'événement quelques jours plus tard, Youssef al-Alawi, le vice-ministre des Affaires étrangères du sultan, affirmait calmement que *« les forces omanaises n'avaient plus besoin des troupes iraniennes puisque la stabilité et la tranquilité avaient été rétablies au Dhofar »* ajoutant aussitôt que cette province demeurait néanmoins *« ouverte à tout invité »* (An Nahar Ad Daouli, 17-3-79) ».

L'option égyptienne de Qabons est bien sûr inséparable de son option américaine. Seul régime du Golfe à offrir de tels gages politiques à Washington, le sultanat livre ses bases (notamment Massirah et Thamrit) et devient ainsi le relais logistique, la tête de pont, le porte-avions et en somme le cheval de Troie des Etats-Unis dans la région (cf l'article *« Oman » : prochain domino ?)*. Malheureusement pour le régime en place les bataillons égyptiens, les garanties et les armements américains ont pour contrepartie une marginalisation accrue du sultanat sur la

(suite page

Bibliothèque de Sciences Po

SUR LE FRONT MILITAIRE...

Le **9 mai** un affrontement a opposé sur les hauteurs d'Aram, au nord de la ville de Taqa, à l'est du Dhofar, les forces de l'Armée populaire de libération (A.P.L.) et celles de l'armée dite « du sultan ».

L'affrontement a duré 11 heures au cours desquelles les Britanniques ont procédé par héliportage au renforcement des troupes engagées. L'officier commandant les troupes ennemies, un major britannique, a été tué au cours des combats ainsi qu'un lieutenant baloutche. 15 autres soldats ont été mis hors de combat (tués ou blessés). Le Front a perdu trois combattants, Bakhit Ahmed Ali et deux dirigeants de grande renommée en Oman, Salem Abu Nasser, l'un des membres du Comité exécutif central du F.P.L.O. et Adnan Ahmed an Nubi, membre du Comité exécutif local du Dhofar. Un quatrième combattant blessé, Saleh Khamis Rajab, a été fait prisonnier « *après s'être défendu jusqu'à la dernière cartouche* ».

Une délégation d'habitants de la région qui réclamait les corps des trois maquisards se vit opposer un refus par le gouverneur du Dhofar (qui à Mascate a rang de ministre), Burayk bin Hammud al-Anzi, arrivé sur les lieux après la bataille. Trois semaines plus tard, le 1er juin, Burayk al-Anzi était assassiné au cours d'une visite à Raysout. On ne connaît pas les auteurs de l'attentat qui n'a pas été revendiqué mais a été accueilli avec jubilation par les habitants de la province.

Burayk al-Anzi était chargé de la mise en place au Dhofar de la politique officielle de « pacification ». Selon le F.P.L.O., le gouverneur n'hésitait pas à mettre la main à la pâte dans les affaires de répression et de « sécurité ». Les services de renseignement sont à Salalah confiés à un officier du nom de Brown. Celui-ci a établi un réseau d'informateurs et d'agents qui recourent, par exemple, au vol de bétail pour attiser les divisions tribales. Le F.P.L.O. a dans un communiqué accusé ces services « spéciaux » d'avoir soumis à la torture par l'électricité deux de ses militants, Saleh Khamis Rajab et Saïd Musallem Hajiran.

Sans doute le commandement britannique escomptait-il que la perte de dirigeants de premier plan désorganiserait pour un temps l'appareil militaire du Front dans la région est, car l'armée du sultan semble avoir été prise de cours lors de deux opérations qui se sont déroulées à la mi-mai.

Le **19 mai,** au cours d'une bataille qui a duré six heures, l'Armée de libération a mis hors de combat 10 ennemis (tués ou blessés) parmi lesquels un officier britannique. Un maquisard a été tué dans l'affrontement et un autre blessé et fait prisonnier.

Dès le lendemain, le **20 mai,** l'A.P.L. lançait une nouvelle attaque, utilisant des armes légères et des grenades. Au cours de ces combats, qui se prolongèrent pendnt 8 h 1/2, l'ennemi devait perdre 19 soldats, tués ou blessés. Un combattant du F.P.L.O. fut tué.

Le jour suivant, la région fut quadrillée et bombardée par l'armée du sultan, sans préjudice semble-t-il pour la population et le Front.

D'après la « Voix de la révolution », le programme quotidien de 45 mn réalisé par le Comité d'information du F.P.L.O. et transmis par Radio Aden, « *le régime* [de Mascate] *a procédé le 27 mai à la fermeture de la « ligne rouge »* [la portion de la route Salalah-Mascate qui traverse les zones habitées du Dhofar] *car il craignait des attaques surprises de l'Armée de libération. Des centaines de soldats équipés de chars et d'armements lourds ont pris part aux opérations* ».

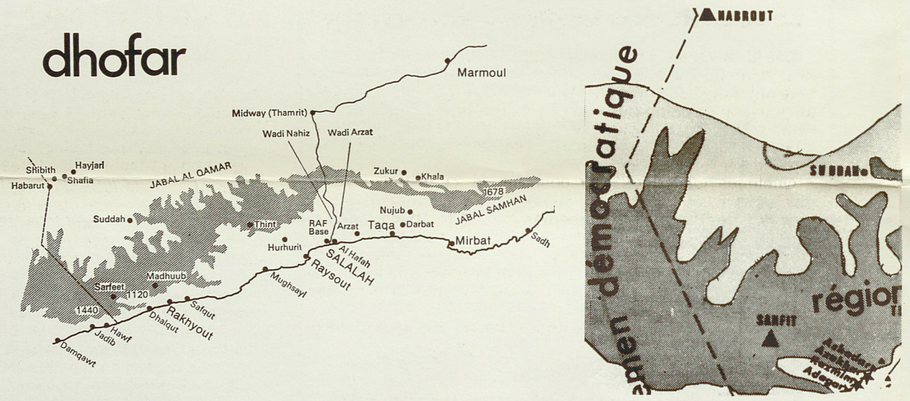
Malgré la mise en état d'alerte de l'armée du sultan chaque année à l'approche du 9 juin, et cela pendant des périodes de plus en plus longues, les combattants indépendantistes omanais ont mené à bien le **10 juin** une attaque contre un des postes qui jalonnent la *ligne rouge.* Faisant usage d'armes automatiques et de fusées tirées à très courte distance, ils ont occupé complètement le terrain, détruisant une mitrailleuse, un émetteur radio de campagne et deux positions défensives. 11 soldats ennemis ont été tués au cours de l'opération, le Front n'a pas subi de pertes.

Ainsi constate-t-on que la fréquence des opérations militaires du F.P.L.O., qui avait considérablement diminué à la fin de 1975, a augmenté chaque année depuis 1976 (sans que ne soit encore atteint le niveau d'activité antérieur).

L'année 1978 avait été marquée par quelques actions de grande envergure telles que la destruction d'un convoi militaire le **7 juin,** à 15 km de Salalah. Bilan alors publié par le F.P.L.O. : 28 soldats ennemis tués ou blessés, cinq camions *Bedford* et une *Land Rover* détruits. Toute une partie du Dhofar fut bouclée pendant sept jours consécutifs, la population et les habitations fouillées, tout cela sans résultat.

L'ampleur des pertes subies, en hommes et en matériel, par l'armée du sultan avait une cause précise : les Britanniques n'avaient pas prévu que l'A.P.L. disposât à cet endroit de lance-missiles du type RPG7.

L'opération s'étant déroulée sur la *ligne rouge,* au vu de nombreux témoins, les autorités de Mascate durent admettre publiquement leur échec qui fut évoqué peu après devant une commission du Congrès américain.



Partout, l'intox...

Les media occidentaux avaient souvent repris à leur compte le discours cynique du chah qui, posant comme un principe absolu que « *le régime au pouvoir dans le pays qui longe le détroit d'Hormouz soit un régime acceptable* », déniait ouvertement au peuple d'Oman et à quelques autres le droit fondamental de choisir leur système politique. On se souvient des clichés sans cesse brandis par le dictateur déchu qui faisaient du Golfe tantôt un « *vide à combler* », tantôt le « *poumon de l'Occident* », un Occident qui était menacé d'asphyxie par les aspirations au progrès des peuples de la région. Quant au détroit d'Hormouz ce n'était autre que la fragile et tout aussi menacée « *veine jugulaire* » de l'empire. Parfois même son « *artère vitale* » et jusqu'à son « *aorte* »...

Aujourd'hui l'empereur est tombé dans la trappe mais son discours demeure, plus que jamais repris par les voix officielles des états capitalistes et relayé par une certaine presse que réjouit la possibilité d'allier le sensationnel à l'action psychologique...

Mais d'abord les faits. Le détroit d'Hormouz n'est pas le canal de Suez. Avec son chenal large de trente kilomètres *il ne peut être obstrué.* Pour sa part, le Front populaire de libération d'Oman l'a clairement affirmé dès le mois de septembre 1975 en réponse aux propos du Chah justifiant l'intervention au Dhofor : l'accès du détroit doit être libre pour tous les pays sans distinction pour peu qu'ils respectent la souveraineté d'Oman.

En tout état de cause un régime progressiste omanais pourrait-il décréter le blocus des états pétrolière du Golfe, dont le poids financier, militaire et démographique est cent fois plus grand que le sien ? Et si, en poussant à l'extrême les hypothèses, il accueillait sur son sol les bases de puissances extérieures, reniant ainsi les fondements de sa lutte présente, peut-on croire que cela diminuerait le risque que le conflit soit porté à un niveau suprême ? Qui affirmera qu'en cas d'affrontement étendu, la protection des détroits suffit à mettre à l'abri les convois stratégiques ? Et qui peut prétendre qu'il existe des forces échappant aux règles de la politique internationale et suffisamment puissantes pour tenter en temps de paix, une entreprise dont le risque serait si grand et le succès si douteux ?

Plus que l'action désespérée d'un *commando terroriste,* qu'à feint de craindre le cheikh Yamani dans une déclaration récente, pourquoi ne pas croire que les seules forces capables de menacer de manière *durable* la région sont celles des pays — en l'occurrence les Etats-Unis et la France — qui ont clairement indiqué qu'ils entretenaient des troupes et dressaient des plans pour occuper le Golfe ?

La campagne de presse qui se développe actuellement, plus violemment encore qu'en 1974, vise à banaliser l'idée qu'il serait possible, nécessaire et même légitime d'intervenir militairement dans le Golfe si les forces progressistes y menaçaient, au-delà d'un certain seuil, les régimes autocratiques en place. Oman par exemple serait, comme le décrète l'International Herald Tribune (26-6-79), « *lié à l'Occident par les accidents de la géographie économique* » ; aussi doit-il continuer à être soumis à « *une certaine forme de présence étrangère...* » Ainsi restaure-t-on la notion de peuple « *de seconde classe* », rien de moins. Un peuple de seconde classe est un peuple qui ne peut prétendre à la souveraineté politique si des circonstances malheureuses l'ont placé dans une zone décrétée « *vitale* » par l'Occident. Et peu importe que ce peuple n'ait ni intérêt, ni le désir, ni les moyens d'interrompre le flux des matières premières ; ce sont les Carter, Giscard, Thatcher, Schmidt (et leurs plumitifs) qui apprécient et exposent ses intentions supposées.

Ainsi apprend-t-on que les objectifs de la lutte du peuple omanais « *apparaissent comme rien d'autre que le renversement du sultan Qabous bin Saïd...* (jusque là rien à redire...) ...« *le contrôle d'Oman et celui* [du détroit (1)] *d'Hormouz* ». Et l'auteur de l'article enchaîne froidement : « *Si cela devait arriver, la moitié des industries de l'Europe de l'Ouest seraient paralysées et celles du Japon seraient pratiquement immobilisées* » (I.H.T., 16-7-79). La cause est entendue, le monde « libre » ne peut s'accomoder d'un Oman libre.

Aspirant sans doute à une rigueur plus grande dans la démonstration, un autre acrobate (du même journal) décrit dans le menu les calamités qui vont s'abattre sur nos pétroliers : « *des canons à longue portée ou des missiles sol-mer installés sur l'une des rives pourraient « couvrir » le chenal et détruire tout bateau qui s'y aventurerait. Des mines ou des torpilles logées dans le fond du détroit feraient le même travail. Une escadrille de bombardiers équipés de missiles téléguidés pourrait envoyer par le fond tout* tanker *franchissant le passage* (9, 10-6-79) ». Si l'on ne semble pas encore redouter un coup-de-sarbacane-dans-l'œil-du-capitaine, un stratège à coup sûr spécialiste de la question a découvert — et écrit — que le détroit d'Hormouz pouvait aussi être obstrué par une action terroriste » aboutissant au naufrage à un endroit propice de deux pétroliers astucieusement disposés. C'est à n'y rien comprendre puisque d'autres spécialistes nous affirment que grâce à leur compartimentage, les pétroliers modernes sont « pratiquement insubmersibles ».

Voilà donc ce que déclarent sur tous les registres l'« Administration, les services de recherche du Congrès et en fin de chaîne la presse américaine. Grâce à ses énormes moyens, celle-ci jouit aujourd'hui, face à une presse française de plus en plus politiquement soumise, financièrement fragile et moralement en crise, d'un crédit plus grand — et plus abusif — que jamais. Comment s'étonner dès lors de retrouver dans presque tous les journaux, à la radio, à la télévision le même discours, cynique et délirant ?

(1) Andrew Borowiec, l'auteur de l'article, ignore que le nom du détroit provient de celui d'une petite île iranienne dont l'histoire est très riche mais qui n'est certes pas revendiquée par les combattants indépendantistes omanais.

Le retrait des troupes iraniennes

Dès le renversement du régime du chah et la fuite de son premier ministre Bakhtiar, les conseillers britanniques de Mascate ont rédigé au nom de Qabous un message de félicitations au nouveau gouvernement iranien. Le sultan s'y déclarait convaincu que « les relations fraternelles entre les deux pays, fondées sur l'amitié et la coopération continueraient et se développeraient ».

Quelques jours plus tard pourtant, le 21 février, le chef d'état-major iranien Gharani rendait publique la décision de rappeler les troupes stationnées en Oman. Le 12 mars Radio-Téhéran annonçait qu'un groupe d'officiers de l'armée iranienne s'était rendu au Dhofar pour organiser le rapatriement par voie aérienne et maritime du corps expéditionnaire. Certains équipements, notamment des hélicoptères, avaient déjà quitté le sultanat.

Quelques jours plus tard le dernier soldat iranien quittait le sol omanais...

« Oman : prochain domino ? »

C'est sous ce titre tapageur que la revue londonienne *The Middle East* publiait en juin dernier un article s'inquiétant de l'avenir du régime en place à Mascate. On pouvait y lire notamment :

« *(...) A la place des 35 000 hommes de troupe que le chah avait envoyé à la rescousse du régime de Qabous, l'ayatollah Khomeini fait accueillir à Téhéran les ennemis du sultan. Le Front populaire de libération d'Oman, qui en 1976 avait été contraint par l'offensive iranienne à entrer dans la clandestinité, reprend selon des sources bien informées ses activités militaires comme politiques.*

Non seulement une délégation [du Front] *a visité l'Iran, mais le président* (du comité central exécutif du Front) *Abdel Aziz Al Qadhi s'est rendu récemment à Moscou où il a reçu un accueil chaleureux. Et le F.P.L.O. continue à jouir du soutien au moins moral d'Aden.*

Il semble clair que l'Egypte tente de prendre la suite du rôle de l'Iran en Oman et cela probablement avec la bénédiction de Washington. Il est significatif que le ministre des Affaires étrangères Qaïs Abdel Muneim Az-Zawawi se soit arrêté au Caire en se rendant récemment à Washington. Et des rumeurs persistantes font état de la présence active en Oman de jusqu'à 8 000 soldats égyptiens.

Nul doute que Quabous ait besoin d'aide. Les troupes britanniques encore détachées ou sous contrat avec les forces armées du sultan (F.A.S.) continuent à essuyer des pertes régulières comme l'atteste une lecture attentive de la rubrique nécrologique du Daily Telegraph. *Oman est en train de devenir un fardeau encombrant pour la Grande-Bretagne, Qabous va donc chercher de nouveaux amis, de toute évidence du côté des Etats-Unis qui désirent depuis longtemps prendre la relève des Britanniques dans la région et récupérer leurs bases militaires (...)* »

Yémen du Sud : soutien réaffirmé à la révolution omanaise

Abdel Fattah Ismaël, le président de la République démocratique populaire du Yémen, a déclaré dans un discours prononcé à l'occasion du 10e anniversaire du *mouvement correctif* (qui avait marqué l'accès au pouvoir de la gauche du Front national le 22 juin 1969) : *Nous continuons à soutenir la révolution et la juste lutte du peuple d'Oman, sous la direction du Front populaire de libération d'Oman, contre d'une part le régime de Qabous qui a transformé le pays en base d'aggression mise à la disposition de l'impérialisme américain et contre d'autre part le régime de Sadate qui a fait de l'armée égyptienne non plus une armée patriotique opposée au sionisme mais une armée opposée aux forces de libération et de progrès dans les pays arabes et africains.* »

Abdel Fattah Ismaël a en outre affirmé que le Yémen démocratique demeurait opposé à la présence de bases militaires dans la région, à l'établissement de pactes du type « Pacte de sécurité dans le Golfe ou la mer Rouge ».

Où l'on retrouve Majid Kebaïli...

Qui est Majid Kebaïli ?

Aujourd'hui encore c'est en titre l'ambassadeur de France au Nicaragua. « *(...) Surtout,* peut-on lire dans le Nouvel Observateur du 25-6-79, *ne pas frapper, en cas d'extrême danger, à la porte de l'ambassadeur de Giscard, elle restera toujours fermée aux « rebelles » et ne s'ouvrira le jour venu qu'aux amis déchus du régime en perdition. Tout le monde sait cela dans la capitale nicaraguayenne : Majid Kebaïli, l'ambassadeur français, n'a jamais caché sa sympathie pour le régime. De tout le corps diplomatique il passait pour le plus fervent « somoziste » et partageait fréquemment la plage privée et le bateau luxueux du dictateur.* »

Hier c'était l'ambassadeur de France à Mascate. Le développement des bonnes relations franco-omanaises lui incombait donc naturellement. Nul doute que sa tâche ait été facilitée par la vente au sultanat de vingt avions *Jaguar.* Dans ses fonctions, Kebaïli jouait avec zèle un petit rôle de la comédie par laquelle Londres tente de défendre la fiction de la souveraineté et de la respectabilité internationale de son protectorat omanais. L'ambassadeur appréciait, dit-on, la compagnie des maîtres du pays, en particulier celle des officiers britanniques. Peu importe si parmi ceux-ci se glissaient quelques uns des tortionnaires qui officient au Fort Jalali, la prison-citadelle de la capitale. A Managua Kebaïli s'est, semble-t-il, surpassé puisque « *pour présider aux destinées de l'Alliance française du Nicaragua notre ambassadeur n'avait pas trouvé mieux que le ministre Orlando Montenégro, qu'on savait être le chef de la Mano blanca, organisation clandestine de tueurs et de tortionnaires...* »

Bibliothèque de Sciences Po

Bahrein : victoire syndicale

Au contraire de la plupart des sociétés de la péninsule arabique, la société bahreinienne n'a jamais été une société de nomades. Ce fait et la mise en exploitation de gisements pétroliers ont fait de Bahrein le premier pays de la région à être doté de structures industrielles modernes. La production annuelle d'hydrocarbures n'a jamais dépassé 4 millions de tonnes, mais elle a permis l'ouverture en 1948 de l'importante fonderie d'aluminium ALBA (Aluminium Bahrein). ALBA emploie aujourd'hui 2 500 personnes ce qui en fait le deuxième employeur après la compagnie pétrolière BAPCO (Bahrein Petroleum Compagny). Le développement de l'industrialisation et la diversification des activités économiques eut pour conséquence l'émergence avant nulle part ailleurs dans la région d'une classe ouvrière. De 1954 à 1956, des luttes populaires de grande ampleur conduirent à la formation d'un « Comité d'union nationale » (C.U.N.) élu, émanation du mouvement de masse et à la création de l'Union bahreinienne du travail qui, jouant le rôle d'organisateur de la lutte ouvrière et devenant à la fois le soutien et le bras actif du C.U.N., compta jusqu'à 14 000 membres.

A la suite des manifestations de protestation contre l'expédition franco-anglo-israélienne de Suez, Londres décréta l'état d'urgence dans l'archipel et envoya 14 000 soldats occuper pendant deux semaines les principales villes du pays. Les mouvements politiques, interdits, devinrent clandestins.

En mars 1965, à la suite de l'annonce par la BAPCO du licenciement de 1 500 ouvriers, il fut formé un front commun entre les diverses forces politiques de l'opposition clandestine. Un programme d'action fut arrêté qui réclamait la satisfaction des revendications ouvrières, l'annulation de l'état d'urgence, la liberté politique et syndicale, l'expulsion des forces britanniques et l'établissement d'un régime démocratique.

Après que les premières manifestations aient été réprimées avec une violence sans précédent, le Front des forces nationales organisa une résistance farouche en dressant des barricades face à la police et à un détachement des Trucial Oman Scouts envoyé à la rescousse par la Grande-Bretagne. Pendant trois mois se succédèrent manifestations, grèves, barricades, affrontements violents. Finalement les grévistes affamés reprirent le travail, souvent les larmes aux yeux. Sans doute le mouvement avait-il manqué d'une direction réelle. Depuis lors pourtant deux organisations ont vu le jour, le Front populaire de Bahrein (F.P.B.) et le Front national de libération de Bahrein (F.N.L.B.).

A partir de 1971, la montée des luttes a conduit le pouvoir à accéder aux requêtes saoudiennes en suspendant en août 1975, le parlement élu deux ans plus tôt (cf à se sujet *Oman en lutte* n° 5). Depuis cette date, la lutte se poursuit pour la reconstruction des syndicats et leur reconnaissance par le régime.

Actuellement, malgré la transformation de Bahrein en principale place financière du Golfe (par la faculté offerte aux grandes banques internationales d'ouvrir des succursales franches dites *off-shore*), les conditions de vie de la population sont profondément affectées par une très forte inflation et surtout un chômage sans précédent qui frappe en particulier les titulaires de diplômes supérieurs. C'est dans ces conditions qu'une mission d'experts américains a conclu à la fin de 1978 à la nécessité de procéder à 2500 licenciements dans le secteur public : 500 à la BAPCO, 500 à ALBA et 1500 dans le secteur de la construction, tous ces effectifs comprenant une bonne proportion de diplomés. Les autorités de Manama se trouvent donc confrontées à un choix délicat : passer outre aux impératifs de rentabilité capitaliste en renonçant aux licenciements et à la restructuration des entreprises concernées (dont les capitaux ne sont pas totalement publics) ou bien courrir le risque d'une explosion sociale du type de celle de 1965 mais qui surviendrait dans des conditions plus difficiles encore pour le pouvoir si l'on considère le niveau actuel de combativité des travailleurs concernés.

Après avoir été condamné à Genève en 1978, et menacé d'expulsion du Bureau international du Travail, le régime bahreinien semble se résoudre à reconnaître certains droits syndicaux dans le pays. Cette situation doit permettre l'apparition au grand jour du Comité constituant des travailleurs de Bahrein (le C.C.T.B., fondé en 1971) qui ne limite pas à Genève son champ d'activité extérieur puisqu'il est reconnu par l'Union des travailleurs arabes et établit des relations étroites avec un nombre croissant d'organisations syndicales étrangères. Un délégation du C.C.T.B. a séjourné à Paris au mois d'août où elle a notamment été accueillie par la C.G.T. Il existe maintenant un second syndicat, le Comité de coordination, fondé après les événements de 1975 et possédant des branches à ALBA ainsi que dans le secteur de la santé. Des discussions sont actuellement en cours qui visent au rapprochement des deux syndicats.

Le changement d'attitude du régime de Manama à l'égard des organisations syndicales est dû sans doute pour une bonne part, au climat nouveau qui règne sur la rive arabe du Golfe depuis le renversement de la dictature des Pahlavis. Bahrein où une dynastie sunnite règne sur une population à 65 % chiite, où la classe ouvrière possède une longue tradition de lutte, se trouve au cœur de la zone de grande peur des autocrates...

(suite de la page 1)

scène internationale et un isolement croissant sur le plan intérieur.

La situation du pays sur le front économique est jugée par ailleurs particulièrement préoccupante par certains observateurs occidentaux qui affirment que la corruption s'est généralisée au point de faire peser un risque d'éclatement sur les structures. Aussi est-il de plus en plus question dans les conversations des conseillers britanniques, politiques et militaires, de « *l'après-Qabous* ».

On est conscient bien sûr qu'il n'est pas possible de refaire le *coup* de 1970 en sortant du placard un petit neveu du sultan que la presse se dépêcherait de présenter comme « encore plus progressiste que son oncle ». La famille des Al Bu Saïd n'est pas seulement déconsidérée, elle est honnie et l'on considère comme une maladresse le remaniement ministériel par lequel Qabous vient de resserrer autour de lui le cercle de ses fidèles en faisant entrer au Gouvernement de nouveaux membres de sa famille. Le jeune sultan, pourtant, n'hésite pas à s'afficher résolument démocrate et même un brin philosophe quand il déclare : « *Puissance de feu, télévision-couleur, air conditionné, tout cela ne peut satisfaire un peuple qui veut son Parlement. C'est le message du 20e siècle. Rois et chaks, sultans et émirs doivent tous s'y plier. Et les dictateurs aussi* ». Le clin d'œil de Qabous à ses maîtres est clair : il est fort capable de mener à bien la nouvelle étape qui s'impose dans le processus de modernisation du régime. Le virage est hardi si l'on se souvient des propos moins éclairés qu'il tenait il y a moins de trois ans quand il affirmait, péremptoire : « *Le peuple ressent le besoin d'un chef qui assure toutes ses responsabilités, un monarque absolu qui veille sur ses intérêts* ».

Alors, la solution de rechange ? Ce serait à ce qu'il paraît un petit groupe d'officiers de police que les Britanniques bichonnent depuis déjà quelques années. Ils ont le mérite d'être omanais (condition indispensable pour assurer une relève « *nationaliste* ») et, dit-on, d'avoir même les dents longues au point d'avoir éclipsé aux yeux du Foreign Office leurs collègues de l'armée régulière...

Pour participer à l'action du Comité Oman...

Si vous habitez Paris ou la province et si vous désirez participer à l'action du Comité Oman, écrivez-nous à **C.S.R.O., 14, rue Nanteuil, 75015 PARIS.**

Des permanences sont tenues à cette adresse tous les jeudis a 18 h. 30 (pour prendre contact avec le comité de Paris ou se procurer du matériel d'information).

Contacts téléphoniques : 533-46-11 aux mêmes heures. Des messages peuvent être laissés tous les jours sauf le lundi, de 15 h à 22 h au 531-43-38.

Le C.S.R.O. travaille actuellement à la préparation d'un ouvrage sur le mouvement ouvrier à Bahrein. Il y a plusieurs textes à traduire d'arabe et d'anglais en français.

La liste du matériel diffusé est adressée sur demande. Elle comprend notamment :

- abonnement à **« OMAN EN LUTTE »** (5O F en pli ouvert pour la France) ;
- **DOSSIER OMAN : extraits de presse.** Vient de paraître. Recueil extrêmement complet des principaux articles de tous bords publiés en français et en anglais depuis dix ans. 164 pages, 20 F. Franco pour tous pays (surface) : 25 F.
- **The Revolution is alive.** Brochure illustrée de 68 pages publiée en juin 1979 par le K.R.O.A.G., le comité danois de soutien à la révolution omanaise. L'ouvrage comprend notamment un chapitre historique et une courte bibliographie. Prix : 10 F. Franco pour tous pays (surface) : 13,50 F.
- **In the path of reconstruction and perseverance in the revolutionary struggle.** Texte intégral du discours d'orientation publié par Abdul Aziz al Qadhi, membre du comité exécutif central du F.P.L.O., le 9 juin 1977. Prix : 5 F. Franco pour tous pays (surface) : 7 F.
- **Oman, l'homme et la révolution.** Plaquette de photographies noir & blanc publiée en 1978 par le F.P.L.O. Légendes en arabe et en anglais. 64 pages, 15 F. Franco tous pays (surface) : 18,50 F.
- **A house built on sand,** par Helen Lackner (1978). La première analyse critique de la société « saoudienne ». 224 pages, 37 F. Franco tous pays (surface) : 42 F.
- **Documents of the National Struggle in Oman and the Arabian Gulf.** Recueil en anglais des textes et déclarations des Congrès du F.P.L.O. depuis 1965. 106 pages, 15 F. Franco : 18,50 F.
- disque **« Chants révolutionnaires d'Oman, du Yémen et d'Iran »** (25 F).
- nouvel album : **« Chants révolutionnaires d'Oman »** (30 F).
- jeu de 8 cartes postales en couleurs (10 F franco).
- catalogue de photos Noir et Blanc et Couleurs pour passer des commandes (20 F franco).

Frais d'envoi pour les disques : 7 F pour la France quelle que soit la quantité.

Libeller les règlements à l'ordre du **C.S.R.O., CCP 213150 PARIS.**

Erratum : dans *Oman en lutte* n°6, les légendes des deux photos de la page 4 ont été interverties.

OMAN EN LUTTE, Dir. public. M. Pellas
Commission paritaire n°57583. Dépôt légal 3e trimestre 1979
Imprimeurs libres

Bibliothèque de Sciences Po